

Session 25

Quelle forme aura la puissance de demain ?

Phillippe Aghion

Cercle des économistes

Les facteurs de puissance d'un pays sont multiples. La capacité d'innovation et le fait d'être ou non un pays à la frontière technologique, c'est-à-dire un pays qui diffuse ses découvertes vers le reste du monde, est certainement un facteur de puissance pour les Etats-Unis, comme cela l'a été il y a un siècle et demi pour la Grande Bretagne. Avoir une monnaie de référence est également un facteur de puissance : des travaux récents d'Emmanuel Farhi (Harvard) analysent les facteurs qui permettent à la monnaie d'un pays (la livre sterling, le dollar...) de devenir une monnaie de réserve, ce qui permet à ce pays de se financer à peu de frais (on a parlé de « privilège exorbitant » du dollar). L'accès aux ressources naturelles peut également être un facteur de puissance mais il finit souvent par entraver le développement en retardant la mise en œuvre d'investissements publics et de réformes structurelles de nature à stimuler la croissance et le développement.

Aujourd'hui encore, malgré le sentiment de déclin dans lequel les électeurs semblent aborder la campagne présidentielle américaine, les États-Unis demeurent la puissance dominante. Non seulement ils ont conservé leur puissance militaire (et gagné la guerre froide), mais surtout ce sont eux qui génèrent la plupart des innovations majeures, et des marques comme Google, Apple, Amazon ou Facebook, dominant le monde.

Jusqu'à l'ère moderne, plusieurs pays ou civilisations ont successivement paru dominer de larges parties du monde et, parfois, monopoliser les leviers de la puissance. Ainsi à une époque le Royaume Uni a-t-il pu prétendre être le seul pays au monde à posséder tous ces attributs : la domination de la livre sterling, la révolution industrielle née de l'autre côté de la Manche et les ressources naturelles, auxquelles l'Angleterre avait accès grâce à son empire colonial. La mondialisation, et ses différentes phases d'accélération depuis la fin du XIX^e siècle, ont rebattu les cartes en multipliant les connexions et interdépendances entre pays et en redistribuant les facteurs de puissance, de telle sorte que la « puissance » semble de plus en plus partagée : les États-Unis ont progressivement supplanté le Royaume Uni comme puissance monétaire, technologique et militaire dominante ; puis la mondialisation a permis l'émergence de nouvelles puissances économiques à commencer par la Chine. Dès lors l'appartenance à un ensemble régional plus vaste, ou du moins la coopération, semblent indispensables aux pays pour préserver leur puissance et continuer à peser sur les affaires du monde.

Cependant l'alliance est insuffisante si l'on n'y insuffle pas une dynamique. Quand l'Europe a créé l'euro, on disait de la monnaie unique qu'elle favoriserait une dynamique de croissance en stimulant la concurrence entre les pays. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Bien sûr, l'euro a apporté la stabilité des prix, le confort pour ses usagers qui voyagent en Europe et il s'est imposé sur les marchés mondiaux. Mais l'euro n'a pas été facteur de croissance, il n'a pas permis la convergence des pays du sud de l'Europe vers les niveaux de productivité de leurs partenaires du nord de l'Europe. Au contraire, le passage à l'euro a conduit des pays comme l'Espagne ou le Portugal à surinvestir dans les secteurs à faible contenu technologique comme la construction. L'euro est même devenu un anesthésiant : ainsi la France aurait-elle sans doute réformé bien plus et bien plus vite si sa monnaie avait été chahutée comme lors du tournant de la rigueur de 1982-1983. Aujourd'hui, elle vit à l'abri de l'euro.

Cette session s'interrogera sur les déterminants potentiels de la puissance des différents pays ou régions dans les cinquante ans à venir. Est-ce que le monde sera gouverné avant tout par les pays les plus innovants et les pays à la pointe technologique, ou bien par les pays les mieux dotés en ressources naturelles, ou encore par les pays les plus peuplés ou les mieux armés ? Est-ce que la

concurrency entre pays opèrera comme catalyseur de développement économique et institutionnel ou bien découragera-t-elle un tel développement dans les pays moins avancés ? Quelle sera l'importance relative du *soft power* (hégémonie culturelle et institutionnelle) et celle du *hard power* (qui repose sur les rapports de forces stratégiques et militaires), ou encore celle des régimes démocratiques par rapport aux régimes autocratiques ? Comment la communauté internationale appréhendera-t-elle les différences démographiques et les phénomènes de migration ? Dans cette course à la puissance, quelle forme et quelle place prendra la coopération entre les pays ?